



Le patriotisme économique€ Aujourd'hui, à quoi sert-il ?



le jeudi 11 décembre 2014 à 18h30
Salle multimédia de l'hôtel de ville

SOMMAIRE

Préambule.....	3
Les Rencontres économiques 2014	4 - 5
Le plateau des Rencontres économiques 2014	6 - 12
Éditions précédentes - Thèmes et intervenants	13
Saint-Germain-en-Laye, ville en mouvement	14
Saint-Germain-en-Laye en chiffres	15
Informations pratiques	16

PRÉAMBULE

Les Rencontres économiques de Saint-Germain-en-Laye sont nées en 2009, dans la tourmente d'une crise financière sans équivalent depuis celle de 1936. La violence et la rapidité de propagation avec laquelle elle s'est étendue laissent déjà penser que les grands équilibres économiques allaient être bouleversés et qu'une rupture dans les schémas de la pensée macroéconomique était à l'oeuvre.

Les Rencontres économiques ont pour vocation de réfléchir sur ces thèmes économiques de rupture que la crise a mis en évidence mais également d'essayer d'apporter les bonnes réponses avec le concours des meilleurs praticiens et experts du monde économique.

Autour d'une personnalité reconnue pour son expertise sur le sujet abordé, un panel de chefs d'entreprise et d'experts apportent leur point de vue et nourrissent un débat de haut niveau. Les participants à ces Rencontres sont en grande majorité des acteurs du monde économique : chefs d'entreprise, cadres dirigeants, responsables d'organisations... venus de toute l'Île-de-France.

Grâce à la notoriété grandissante des Rencontres économiques, la Ville de Saint-Germain-en-Laye attire chaque année des personnalités de dimension internationale pour cet événement au cours duquel les facteurs déterminants de notre nouvel environnement économique mondial sont décryptés.

Après une première édition en 2009 sur le thème du « Retour de l'État dans le sec-

teur privé », les éditions 2010 (L'industrie du Luxe), 2011 (l'Énergie), 2012 (l'Espace) et 2013 (l'Automobile), la Ville se donne pour objectif d'apparaître non seulement comme une cité chargée d'histoire à la qualité de vie exceptionnelle mais aussi comme une ville tournée vers la vie économique et en prise avec les mutations du XXI^e siècle.

Un événement annuel s'appuyant sur 3 principes

- Un thème lié aux nouvelles tendances et/ou aux nouveaux « moteurs » de l'économie mondiale dans un contexte de crise financière.
- Débattre en confrontant les opinions de dirigeants d'entreprise nationaux et internationaux, d'experts et d'économistes français et étrangers.
- Aborder les questions dans leur dimension internationale du fait de la mondialisation des marchés et de l'interdépendance des économies.

Pour la Ville de Saint-Germain-en-Laye, les objectifs sont :

- D'affirmer son image d'une ville active tant sur le plan de l'environnement et la qualité de vie que sur le plan économique,
- De rassembler des dirigeants d'entreprises de la région parisienne (PME et cadres dirigeants de groupes multinationaux),
- Mais aussi des responsables d'institutions, d'administrations et associations ayant une dimension économique. ●●●

Emmanuel Lamy
Maire de Saint-Germain-en-Laye

Gilbert Jean Audurier
Maire-adjoint délégué
au Développement économique

LE PATRIOTISME ÉCONOMIQUE AUJOURD'HUI, À QUOI SERT-IL ?

L'actualité économique de ces derniers mois a fait rejaillir, en France, le débat autour du patriotisme économique.

Quel est le rôle de l'État au-delà de la nécessaire régulation des marchés ? Doit-il limiter les prises de participation dans des sociétés françaises par des sociétés étrangères ? À l'autre bout du cycle économique, a-t-il vocation à encadrer leur retrait du marché français en intervenant dans des fermetures de sites industriels ?

Florange, Peugeot, Alstom sont des noms qui ont fait, tour à tour, la une des gazettes économiques mais surtout ont mis le gouvernement face aux réalités d'une économie française qui n'est plus qu'un maillon d'une vaste chaîne planétaire de création de valeur. Le patriotisme économique doit-il aussi s'appliquer au consommateur ? Est-ce compatible avec les engagements internationaux de la France, en particulier européens ? Peut-on parler de patriotisme économique européen ?

Comment, dans ce monde où les plus grandes entreprises françaises ne réalisent plus qu'une modeste part de leur chiffre d'affaires en France, un gouvernement

peut-il déployer une politique empreinte de patriotisme économique ? S'agit-il de protéger quelques secteurs essentiels à l'indépendance de la France (nucléaire, Défense...) ou plus largement cherche-t-on à favoriser les sociétés dites françaises pour mieux contrôler leur évolution en matière d'emploi entre autres ?

[Philippe Camus](#) (président d'Alcatel-Lucent et ancien président exécutif d'EADS devenu Airbus Group), présidera ce débat auquel participeront [Louis Gallois](#) (président du conseil de surveillance du groupe PSA Peugeot Citroën), [Clara Gaymard](#) (présidente de General Electric France et ancienne présidente de l'Agence française pour les investissements internationaux) et [Jean-Christophe Le Duigou](#) (économiste, responsable syndical et conseiller d'État).

Enfin, [Bertrand Décré](#) (président du Medef Yvelines et patron de PME), apportera son point de vue sur les implications et les enjeux pour notre tissu économique local.

[Marie Visot](#), grand reporter au Figaro, animera les débats.

Rappelons que les participants à ces Rencontres sont tous des acteurs des milieux économiques de la Région Île-de-France. ●●●



Philippe CAMUS
Président du Conseil d'administration d'Alcatel-Lucent

Philippe Camus (66 ans) est président du Conseil d'administration d'Alcatel-Lucent depuis le 2 septembre 2008 et il est l'un des associés d'Evercore Partners, une banque d'investissement américaine. Philippe Camus a quitté le groupe Lagardère en juin 2012. Il était cogérant du groupe Lagardère et Président-directeur général de Lagardère North America.

Il a débuté sa carrière en 1972 au département de la Gestion financière de la Caisse des dépôts et consignations. Après avoir été analyste financier et gérant de portefeuille, il a été nommé à la tête de la sous-direction des Valeurs à revenu fixe en 1976. Sous sa conduite, la Caisse des dépôts et consignations a amélioré l'efficacité de son fonctionnement sur le marché obligataire en générant des profits plus élevés et en modernisant le marché obligataire français. En 1982, il a rejoint la direction générale du groupe Lagardère en devenant le président du Comité des finances du groupe Matra jusqu'en 1992 et le président du Conseil de surveillance de la banque Arjil jusqu'en 1993. Il a été nommé directeur général et président du Comité financier du groupe Lagardère en 1993. En 1998, il devient cogérant du groupe Lagardère.

Comme directeur général de Lagardère, il a conduit la restructuration du groupe Matra, en mettant en place une organisation financière serrée ainsi qu'une structure de reporting et en recentrant par diverses cessions le groupe sur ses activités principales. Il a mis en œuvre chaque acquisition, fusion, partenariat ou cession réalisés par Matra entre 1982 et 1998. À partir de 1986, il a réalisé la transformation de Matra et de Hachette en une compagnie intégrée,

créant ainsi le groupe Lagardère. Ce faisant, il a assuré le redressement du groupe Hachette suite à la faillite de la chaîne de télévision La Cinq.

Son expérience des négociations internationales et du management l'a conduit à entreprendre et à superviser le travail préparatoire à la création d'EADS, maintenant Airbus Group, le deuxième plus grand groupe aérospatial au monde.

Nommé directeur général, puis président du Directoire de l'Aérospatiale – Matra en 1999, Philippe Camus a été président exécutif d'EADS de 2000 à 2005.

Il a été membre du Conseil de l'autorité française des marchés de 1996 à 2001. Il est administrateur de l'Institut d'expertise et de prospective de l'École normale supérieure. Il a été président du GIFAS (Groupement des industries françaises aérospatiales) de 2001 à 2005. Il a été membre du Conseil d'administration du Crédit agricole de 2005 à 2009, du groupe Accor de 2006 à 2008.

Il était membre du Conseil d'administration de Schlumberger de janvier 2007 à avril 2012.

En juillet 2005, Philippe Camus a été promu officier de la Légion d'honneur. En mai 2004, il a reçu la Croix de l'ordre du Mérite allemand (Verdienstkreuz – I Klasse).

Ancien élève de l'École normale supérieure (Ulm), Philippe Camus est diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris (section Économie et Finances) et agrégé de physique et d'actuariat. ●●●



Clara GAYMARD
Vice-présidente GE International,
présidente et CEO de GE France,
présidente de l'AmCham France

Nommée en 2006 présidente et CEO de GE en France, Clara Gaymard a renforcé l'activité, la présence et la visibilité de GE sur le territoire, en mettant en œuvre avec succès une stratégie d'investissement et de croissance en étroite collaboration avec l'ensemble des métiers présents en France.

Clara Gaymard est également vice-présidente de GE. Auparavant, elle avait assuré la mise en place et la coordination des équipes présentes sur les marchés stratégiques en dehors des États-Unis, notamment sur les enjeux touchant aux relations avec les gouvernements et les marchés publics.

En janvier 2013, elle a été élue présidente de la Chambre de commerce américaine en France (Amcham France), devenant la première femme élue à la tête de cette organisation centenaire.

Avant de rejoindre GE, Clara Gaymard était ambassadeur délégué aux Investissements internationaux et a dirigé l'Agence française pour les investissements internationaux (AFII) entre 2003 et 2006.

Elle a débuté sa carrière en 1982 comme attachée d'administration à la Ville de Paris, au cabinet du Maire – Jacques Chirac –, puis à la direction des Relations internationales.

Elle occupe ensuite le poste d'auditeur et de conseiller référendaire à la Cour des comptes de 1986 à 1990. Entre 1991 et 1993, elle est conseiller commercial au poste d'Expansion économique

du Caire (Égypte), au sein du ministère de l'Économie et des Finances.

Revenue à Paris en mars 1993, elle est en charge des relations commerciales avec l'Union européenne au ministère de l'Économie et des Finances. En 1995, elle devient directrice de cabinet de Colette Codaccioni, ministre de la Solidarité entre les générations du premier gouvernement d'Alain Juppé. Elle est ensuite chargée de la sous-direction « Appui aux PME et action régionale » pendant quatre ans avant de conduire la « Mission PME » au sein de cette même structure jusqu'en 2003.

Ancienne élève de l'École nationale d'administration (ENA, promotion 1986), diplômée de l'Institut d'études politiques de Paris et licenciée en droit et en histoire, Clara Gaymard est également l'auteur de trois ouvrages : « La Vie est un bonheur » 1997 – Critérion, « Histoires de femmes et autres simples bonheurs » 1999 – J. C. Lattès, « S'il suffisait d'aimer » 2003 – Fayard.

Clara Gaymard a 54 ans, elle est mariée et mère de neuf enfants. Passionnément engagée dans le débat social, elle met ses convictions et son parcours au service de l'égalité des sexes.

Officier dans l'ordre national du Mérite et chevalier de la Légion d'honneur, elle est également Commandataire de l'ordre du Mérite de la République italienne. Le magazine *Fortune* l'a classée en 2011, 30^e de son classement des 50 femmes d'affaires les plus influentes du monde. ●●●



Louis GALLOIS
Président du Conseil de surveillance
du groupe PSA Peugeot Citroën

Louis Gallois est diplômé de l'école des Hautes études commerciales (HEC), ancien élève de l'École nationale d'administration et titulaire d'un diplôme d'études supérieures de sciences économiques.

Il a débuté sa carrière à la direction du Trésor ; il a été ensuite directeur du cabinet de Jean-Pierre Chevènement au ministère de la Recherche et de la Technologie puis au ministère de la Recherche et de l'Industrie (1981-1988), avant d'être directeur général de l'Industrie (1981-1986), puis directeur de Cabinet du ministre de la Défense (1988-1989). Il a ensuite présidé la Société nationale d'études et de construction des moteurs d'aviation-Snecma (de 1989 à 1992). Président-directeur général de l'Aérospatiale de 1992

à 1996, il a été ensuite président de la SNCF (de 1996 à 2006), coprésident, puis président exécutif et administrateur d'EADS (aujourd'hui Airbus Group) de 2006 à 2012, et parallèlement, Président-directeur général d'Airbus (2006-2007).

Il a été commissaire général à l'Investissement de juin 2012 à avril 2014. Il est depuis avril 2014 président du Conseil de surveillance de PSA. Parallèlement, depuis 2011, il préside *La Fabrique de l'industrie*, un laboratoire d'idées, destiné à développer la réflexion sur les enjeux et les perspectives de l'industrie. Louis Gallois est également président de la Fédération nationale des associations d'accueil et de réinsertion sociale-FNARS depuis juin 2012. ●●●



Jean-Christophe LE DUIGOU
Économiste, responsable syndical et Conseiller d'état

Secrétaire de la Confédération générale du travail (CGT) de 1999 à 2009, Jean-Christophe Le Duigou a mené une carrière de cadre supérieur à la direction générale des Impôts parallèlement à diverses fonctions syndicales à la CGT.

Il est né à Guingamp en 1948. Il est titulaire d'une maîtrise de sciences économiques délivrée par l'université de Rennes I en 1972. Puis d'un diplôme d'études supérieur spécialisé à l'université technologique de Compiègne.

Membre du Conseil économique et social (CES) de 1982 à 2003, il est aujourd'hui Conseiller d'État, président du Fonds de péréquation de l'énergie (FPE), vice-président du Fonds de réserve pour les retraites (FRR).

Jean-Christophe Le Duigou est l'auteur d'une dizaine d'ouvrages sur la gestion des entreprises, la politique économique, l'impôt, le travail et l'emploi. Il a consacré de nombreux articles à la politique industrielle, à la gestion publique, à la décentralisation et à la réforme de l'État. Ses deux derniers ouvrages ont trait à la crise et au financement des retraites : « 10 propositions pour sortir de la crise et ne pas recommencer comme avant » avec Nasser Mansouri-Guilani, aux éditions de l'Atelier (2009) et « Le Petit livre des retraites à l'usage de ceux qui veulent les défendre », avec Pierre-Yves Chanu, chez le même éditeur (2010). ●●●



Bertrand DECRÉ
Chef d'entreprise et président du MEDEF Yvelines

Issu de l'industrie agroalimentaire, Bertrand Decré reprend un supermarché en 1998 puis crée le SUPER-U de Fontenay-le-Fleury en 2005.

Bertrand Decré a été élu président du MEDEF Yvelines Sud en mai 2010 puis président du MEDEF Yvelines en novembre 2011. Il a, au cours de l'année 2012, unifié le MEDEF dans le département des Yvelines.

Membre élu de la Chambre de commerce et d'industrie de Versailles-Yvelines depuis décembre 2010, il est également président de PRO-CILIA (1 % logement) depuis mars 2013.

Bertrand Decré est administrateur et membre du Bureau du MEDEF Île-de-France ainsi que membre de la commission Croissance TPE/PME du MEDEF sur le plan national. ●●●



Marie VISOT
Grand reporter au *Figaro*

Diplômée de la Sorbonne, Marie Visot est journaliste au service Économie du *Figaro* depuis 2001 et a été nommée grand reporter l'an dernier. Très introduite dans les coulisses du pouvoir, elle s'intéresse particulièrement au suivi de la politique économique du gouvernement. Auteur de l'essai *Entreprises, une affaire d'État* (Eyrolles, 2010), paru au sortir de la grande crise financière de 2008, elle y décrypte pour le grand public l'évolution complexe des relations entre puissance publique et entreprises privées, en illustrant son propos de nombreux exemples et anecdotes.

Marie Visot est également co-auteur de deux ouvrages très documentés avec Cyrille Lachevre, ancien rédacteur en chef du service Macroéconomie du *Figaro* et journaliste à *L'Opinion* : « Christine Lagarde, enquête sur la femme la plus puissante du monde » (Michel Lafon, 2011) et « Les Sales gosses de la République » (Michel Lafon, 2014).

Marie Visot est saint-germanoise depuis près de 20 ans. ●●●



Emmanuel LAMY
Maire de Saint-Germain-en-Laye

Emmanuel Lamy est maire de Saint-Germain-en-Laye depuis 1999. Licencié en droit (Paris-Assas), diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris et de l'École nationale d'administration (promotion Simone-Weil), Emmanuel Lamy fut notamment administrateur civil à la direction du Budget au ministère des Finances, responsable du secteur des activités tertiaires à la Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR), conseiller technique auprès du Secrétaire d'État aux Affaires étrangères en 1986, sous-directeur chargé du service des affaires économiques d'Outre-mer

au ministère des Finances en 1985 puis directeur délégué à France 3 régions (FR3).

Directeur du cabinet du ministre de la Communication, en 1993, il devient ensuite chargé de mission auprès d'Yves Galland, ministre délégué aux Finances et au Commerce en 1995.

Emmanuel Lamy est aujourd'hui chef de mission au contrôle général économique et financier au ministère des Finances. Il est officier de la Légion d'honneur et chevalier de l'ordre national du Mérite. ●●●



Gilbert Jean Audurier
Maire-adjoint chargé du Développement économique

Diplômé de l'École polytechnique, Gilbert Jean Audurier a parachevé ses études par l'obtention d'un MBA de la Wharton School de Philadelphie.

De 1972 à 1984, il participe au déploiement du réseau international de la Société générale en poste successivement à Londres, Francfort et Paris où il est en charge du suivi des grands groupes multinationaux européens.

En 1984, il devient directeur bancaire de la banque Vernes. Membre du comité de direction puis du Directoire, il réoriente l'activité de cette banque vers la clientèle des entreprises patrimoniales et négocie l'acquisition de réseaux bancaires comme celui de la banque Veuve Morin Pons.

Avec l'appui de ses deux actionnaires successifs, il contribue jusqu'en 2008 à faire de la banque Vernes, rebaptisée successivement Banque Sanpaolo puis Banque Palatine, une des banques les plus actives sur le secteur des PME et ETI françaises.

De fin 2008 à fin 2009, il exerce une mission de restructuration au sein du Directoire d'Eurosic, société foncière cotée, qu'il avait constituée en 2006.

Maire-adjoint de Saint-Germain-en-Laye depuis 2001, initiateur et organisateur des Rencontres économiques, Gilbert Jean Audurier partage aujourd'hui son activité entre l'exercice de son mandat et une activité de conseil stratégique aux entrepreneurs. ●●●

2013

L'AUTOMOBILE, DÉCLIN OU RENAISSANCE ?

Avec

Philippe Varin, président du Directoire du groupe PSA Peugeot Citroën
Gilles Alix, directeur général du groupe Bolloré et président d'Autolib'
Jacques Aschenbroich, directeur général de Valeo
Stephen Perkins, chef du Centre conjoint de recherche sur les transports
du Forum International des Transports et de l'OCDE
Patrick Souhait, dirigeant de Muses
Jean-Michel Szczerba, directeur général délégué de Plastic Omnium

2012

L'ESPACE EST-IL UN RELAIS DE CROISSANCE ?

Avec

François Auque, président d'Astrium
Jean-François Clervoy, astronaute français de l'ESA
et président de Novespace
Michel de Rosen, directeur général d'Eutelsat Communications
Philippe Debailon Vesque, PDG de IXBLUE
Géraldine Naja, chef du bureau Relations avec l'Union européenne, ESA
Charles J. Precourt, astronaute américain et directeur général de la division
des lancements spatiaux du groupe ATK

2011

ENTRE CROISSANCE ET ENVIRONNEMENT,
QUELS CHOIX POUR L'ÉNERGIE DE DEMAIN ?

Avec

Pierre Gadonneix, président du Conseil mondial de l'énergie
Gilles Bourguignat, General Manager de Cogenco
Anne Houtman, chef de la représentation de la Commission européenne en France
Patrick Loquai, General Manager de MCI International
Cécile Maisonneuve, directrice-adjointe des affaires publiques chez Areva
Patrick Roméo, président de Shell France

2010

LE PARADOXE DE L'INDUSTRIE DU LUXE
DANS LE CONTEXTE DE RIGUEUR

Avec

Yves Carcelle, PDG de Louis Vuitton
Isabelle Ardon, gestionnaire de fonds spécialisés dans le secteur du luxe
Jean-François Codron, vice-président de Raymark
Philippe Dehennin, président du directoire de BMW Group France
Laurence Joly, responsable de l'Observatoire de la propriété industrielle à l'INPI
Vincent Koen, économiste à l'OCDE d'investissement
Pierre Pouyet, PDG de Sputtering France

2009

RETOUR DE L'ÉTAT DANS LE SECTEUR PRIVÉ, POUR QUOI FAIRE ?

Avec

Philippe Camus, président d'Alcatel-Lucent
Christophe Bouchaud-Ayral, IPE
Nicolas Bouzou, économiste
Josef Konvitz, chef de la division de la politique de la réglementation à l'OCDE
Gilles Margerit, Eurotech international
Gilles Michel, directeur général du Fonds stratégique d'investissement

SAINT-GERMAIN-EN-LAYE

VILLE EN MOUVEMENT

Avec ses quelque 3 500 entreprises dont 850 commerces, Saint-Germain-en-Laye se positionne comme une ville vivante à l'attractivité reconnue.

Elle offre un cadre de vie exceptionnel grâce à sa situation stratégique, ses établissements scolaires de haut niveau, son réseau de transports, la diversité de son parc immobilier et sa dimension internationale.

AU COEUR D'UN RÉSEAU DE COMMUNICATION

Saint-Germain bénéficie d'une situation stratégique à proximité de Paris et des principaux points névralgiques tels qu'aéroports et gares TGV.

Située à 18 km de Paris, à 19 minutes de La Défense par le rail, Saint-Germain-en-Laye offre des surfaces de bureaux relativement abordables au coeur d'un réseau routier et ferroviaire dense (A13, A14, N13, N184, quatre gares dont deux gares RER).

Dès 2018 le tram-train de la Tangentielle Ouest viendra parfaire le dispositif avec une liaison rapide et agréable entre les différents points stratégiques de la commune et les principales gares des Yvelines. Une extension au nord vers Poissy et Achères mettra Saint-Germain-en-Laye au coeur d'un axe transversal Cergy-Pontoise/ Saint-Quentin-en-Yvelines.



DES INFRASTRUCTURES ÉCONOMIQUES DE QUALITÉ

Essentiellement destinée aux entreprises du tertiaire, la ville offre une variété d'espaces sur plusieurs grands pôles de bureaux et d'activités, en particulier le quartier du Bel-Air au sud et la zone Pereire au nord qui verra bientôt l'émergence d'un éco-quartier emblématique rassemblant logements et activités autour de la gare de Grande-Ceinture.

Avec l'installation du port Seine-Métropole en 2020, Saint-Germain-en-Laye disposera également d'espaces de stockage importants et d'une plateforme logistique majeure ouverte à la fois sur Paris et sur la façade atlantique.

UN VIVIER DE TALENTS

Saint-Germain-en-Laye est une ville cosmopolite qui accueille près de 5 000 résidents étrangers. Elle est le siège de nombreuses entreprises à vocation internationale, tournées vers l'exportation ou filiales de groupes étrangers (Ford, Pall, Cargill, Bose, Genzyme, ESAOTE Medical...).

Réputée pour l'excellence de ses établissements scolaires, elle accueille plus de 20 000 élèves tous les jours, du primaire à l'enseignement supérieur. Un certain nombre de ces établissements proposent des enseignements bilingues, dont le célèbre Lycée international qui compte 13 sections biculturelles.

Depuis 2014, Saint-Germain est ville universitaire avec l'installation de Sciences Po Saint-Germain-en-Laye qui accueillera près de 800 élèves d'ici cinq ans. ●●●

CHIFFRES-CLÉS D'UNE VILLE OÙ IL FAIT BON VIVRE ET TRAVAILLER



3^e
ville des Yvelines

42 515
habitants

4 827
hectares de superficie dont

3 526
hectares de forêt domaniale
(la plus vaste commune des Yvelines)

3 500
entreprises dont

850
commerces

18 000
salariés dont

3 200
dans le commerce

Zone de chalandise
200 000
Yvelinois

15
collèges et lycées





CONTACTS PRESSE

Attachée de presse : Marie Josquin-Adeline / 01 30 87 20 81
Directrice de la Communication : Nathalie Grégoire / 01 30 87 20 83

CONTACT DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

Carina Charly / 01 30 87 22 27

Rencontres économiques
organisées par la Ville de Saint-Germain-en-Laye

Édition 2014

